



## **ASIE/INDE - Pétition en faveur de la remise en liberté de sept chrétiens innocents incarcérés en Orissa**

Bhubaneswar (Agence Fides) – De la grave injustice subie par les chrétiens en Orissa – cinq ans après les pogroms contre les fidèles du district de Kandhamal dont les violences et les assassinats sont encore en grande partie impunis – fait également partie le cas de sept chrétiens accusés injustement d’être responsables de l’homicide de Laxmanananda Saraswati, religieux et responsable politique hindou, tué en 2008. Sa mort constitua l’épisode qui servit de prétexte à la violence antichrétienne qui fit 38 morts vérifiés et provoqua l’évacuation de 54.000 personnes. Même si par la suite, les guérilleros maoïstes revendiquèrent cet assassinat, les sept chrétiens en question se trouvent en prison depuis cinq ans, sans qu’ils aient été soumis à un procès, la police refusant de les remettre en liberté.

Ainsi que l’a appris l’Agence Fides, l’Eglise indienne et un certain nombre d’organisations internationales se sont activés afin de soulever le cas et de réclamer à grands cris leur libération. Une pétition a été présentée en ce sens au gouvernement indien et à l’Ambassadeur indien aux Etats-Unis par l’organisation International Christian Concern ayant son siège à Washington (Etats-Unis). L’appel rappelle que l’un des tribunaux devant lesquels ont été jugés certaines des violences de 2008 a lui aussi parlé « d’insuffisance de preuves » en ce qui concerne les sept chrétiens, arrêtés comme « boucs émissaires ». Les sept innocents ont des familles qu’ils ont dû laisser injustement seules pendant cinq ans. Stigmatisant le « préjudice sectaire et la discrimination religieuse », la pétition réaffirme que « leur libération rapide fournira au monde un signal sur le fait que l’Inde applique l’Etat de droit et la promotion de la liberté religieuse pour l’ensemble de ses citoyens ».

Intervenant sur le thème de la justice pour les victimes, le Secrétaire général de l’association œcuménique All India Christian Council (AICC), Digvijaya Singh, a demandé officiellement une enquête de la NIA (Agence nationale d’investigation) sur les violences antichrétiennes de masse survenues dans le district de Kandhamal. Dans une note envoyée à Fides, il qualifie de préoccupant « le niveau d’infiltration des forces extrémistes au sein de la police, de la magistrature et des administrations civiles », motif de l’impunité. Une reconstruction détaillée des massacres et une dénonciation flagrante des injustices perpétrées sont contenues dans un livre enquête écrit par le journaliste catholique indien Anto Akkara, publié à l’occasion du 5ème anniversaire des massacres et intitulé « Kandhamal craves for Justice ». (PA) (Agence Fides 30/08/2013)